



Renseignements pratiques

- Adresses :
- Espace Fraternité (réunion plénière & Ateliers)
10-12 rue de la Gare
93300 Aubervilliers
 - CFPEs-CEMEA (Ateliers)
62, avenue de la République
93300 Aubervilliers

Colloque organisé par un Collectif issu de :

- Inter-Réseau Développement social Urbain (IRDSU)
- CEDIAS-Musée Social
- Comité National de Liaison des Associations de Prévention Spécialisée (CNLAPS)
- Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA)
- Association ASMAE-Sœur Emmanuelle
- Fédération des Centres Sociaux et Socio Culturels
- Ecole de Service Social de l'IUT Paris Descartes
- Promotion des Initiatives Sociales en Milieu Educatif (PRISME)

Sigles :

CIV : Conseil Interministériel des Villes

UNAFORIS : Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale

ADRIC : Agence de Développement de Relations Interculturelles pour la Citoyenneté

Conditions de participation :

- Prix : 80 € par personne
- Bulletin d'inscription à renvoyer à :
CNLAPS – 21, rue Lagille – 75018 Paris
 - o Contact : contact@cnlaps.fr

COLLOQUE NATIONAL

FAIRE SOCIÉTÉ AUTREMENT

Organisé dans le cadre du séminaire

« Travail Social, Développement
Communautaire, Education
Populaire et Citoyenne »

Vendredi 28 et Samedi 29 janvier 2011
à l'Espace Fraternité d'Aubervilliers (93)

Vendredi 28 janvier

- 9H15** ACCUEIL
- 9H45** OUVERTURE du COLLOQUE
« Enjeux et questionnements »
- Présentation du Séminaire et du Colloque par José DHERS, animateur de la démarche
 - Allocution de **Jacques SALVATOR** – Maire d'Aubervilliers
- 10H15** Intervention de **Joël ROMAN**, philosophe (ouvrage « Eux et Nous »)
- Débat
- 10H45** Présentation des travaux sur les expériences de terrain dans le cadre du Séminaire : lignes-forces et problématiques
- 11H45** DEBAT GENERAL
- 12H30 Repas à l'Espace Fraternité —————
- 13H45** Expression théâtrale :
La vie d'une Cité de Banlieue : « GAGARINE »
par le collectif YVA (Yvette, Véronique et Anne)
- 14H15** **« Réinterroger la notion de communauté »**
par **Claude JACQUIER**, Directeur de recherche au CNRS
- Débat
- 15H** 7 Ateliers transversaux : **« Repères : potentialités et freins pour un développement communautaire »**
- 17H30** Fin et conclusions de chaque Atelier

Samedi 29 janvier

- 9H30** 7 Ateliers thématiques :
« A partir de mon secteur d'intervention, de mon rôle, de ma posture : Quels projets pour faciliter le développement communautaire ? »
A partir des points d'entrée suivants :
- | | |
|-----------------------|---------------------------------|
| - Travail social | - Economie sociale et solidaire |
| - Education | - Santé communautaire |
| - Education populaire | - Formation |
| - citoyenneté | - International |

————— 12H30 Repas à l'Espace Fraternité —————

- 14H** Les point forts en retour des Ateliers

- 14H30** **TABLE RONDE - Faire société autrement**
Michel DINET, Président du CG 54
Jean-Pierre WORMS, Vice-Président de la FONDA
Pierre GAUTHIER, Président UNAFORIS
Hervé MASUREL, Secrétaire général du CIV (sous réserve)
Chahla BESKI-CHAFIQ, sociologue et directrice de l'ADRIC
Claude DILAIN, Président de l'association des maires Ville et Banlieue (sous réserve)
Etienne VARAUT, Vice-Président de l'IRDSU

- 16H30** Clôture et Allocution de **Claude BARTOLONE**,
Président du CG 93

- 16H45** Fin du Colloque

Faire société autrement

Promouvoir le travail social et le développement communautaires pour mieux vivre ensemble demain, égaux et différents, dans une France multiculturelle

(Colloque d'Aubervilliers 28 et 29 janvier 2011)

L'appel du 20 Décembre 2006

-
Les émeutes urbaines survenues en France à l'automne 2005 ont montré que la fracture urbaine que connaît notre pays n'est plus seulement une fracture sociale mais aussi une fracture ethnique, culturelle et religieuse qui témoigne d'une crise profonde de notre « modèle républicain d'intégration ».

Marqués par ces événements, un petit groupe d'acteurs sociaux, appartenant à différents réseaux, ont lancé, fin 2006, un « *Appel à la réflexion pour l'action* » qui invitait à revisiter sereinement la « question communautaire » en la distinguant du « communautarisme » auquel on l'assimile trop facilement. Ce texte demandait notamment que des actions collectives, s'appuyant sur les ressources « communautaires » des populations vivant dans les quartiers en difficulté, viennent compléter et renforcer le travail social individuel classique.

Le « travail social communautaire », largement ignoré en France mais développé dans le monde anglo-saxon (il le fut notamment par Barak Obama

à Chicago), en Amérique du Sud et dans des pays émergents, considère que **les hommes vivent au sein de diverses « communautés » (familles, quartiers, églises, associations, etc.) au sein desquelles ils se réalisent en tant qu'individu.** Il cherche à **renforcer le « pouvoir d'agir » des groupes défavorisés** pour que leurs membres, moins isolés et plus solidaires entre eux, puissent accéder plus facilement à l'éducation, au logement, à l'emploi et, plus globalement, à une qualité de vie meilleure.

Considérant que « citoyenneté » et « appartenances communautaires », y compris celles pouvant exister au plan ethnique, culturel et religieux, devaient cesser de s'ignorer, cet appel, avec cette perspective, invitait aussi à une fertilisation croisée entre le travail social et les actions de développement social territorial mises en œuvre à travers la politique de la ville.

Le séminaire de recherche action « Travail social, Développement communautaire, Education populaire et citoyenne »

En 2007, pour répondre à l'écho qu'avait suscité l'appel, *un séminaire de recherche action « Travail social, Développement communautaire, Education populaire et citoyenne »* s'est mis en place avec **le double appui du Centre d'étude, de documentation, d'information et d'action sociale (CEDIAS Musée social) et de l'Inter réseaux des professionnels du développement social (IRDSU).** Une centaine de personnes ont participé, plus ou moins régulièrement, à ses travaux qui ont été animés par un comité de pilotage d'une vingtaine de membres. Assemblées plénières et réunions de pilotage se sont succédées complétées par quelques forums organisés en région. Parallèlement, des contacts ont été établis au niveau de l'Union européenne et au Canada.

Ce séminaire de recherche action s'est efforcé de clarifier les concepts de travail social et de développement communautaires, tant au regard de l'« empowerment » anglo-saxon que du développement social local et de l'ingénierie territoriale à la française. Il s'est aussi attaché à démythifier la démarche « communautaire », devenue taboue en France depuis le milieu des années 80, en dehors du secteur de la santé avec les ateliers santé ville, et qui s'est cependant développée dans notre pays sous diverses formes, de façon modeste mais continue, depuis la fin du 19^{ème} siècle.

Trois constats très importants ont été effectués :

- une absence de liens entre le travail social traditionnel et la politique de la ville.

- un manque de transversalité entre les cultures professionnelles de ces deux secteurs.

- une commune réticence des acteurs de ces politiques à tirer toutes les conséquences du fait que la société française était devenue plus diverse.

Trois ateliers thématiques ont alors été constitués:

-le premier sur les concepts pour clarifier et distinguer les notions de travail social individuel, de travail social collectif, de travail social communautaire, de développement social local, de développement social communautaire, d'éducation populaire, etc.).

-le second sur les pratiques de terrain pour repérer et analyser quelques interventions de type communautaires mises en œuvre sur le terrain qui, le plus souvent, ne s'affichent pas comme telles.

-le troisième sur la sensibilisation des élus, des institutions et des professionnels, aux démarches de type communautaire

La journée « Travail social et développement communautaire » du 5 décembre 2008

Deux ans après le lancement de l'appel de décembre 2006, *une journée « travail social et développement communautaires »* a été organisée au CEDIAS, le 5 décembre 2008, avec 130 participants présents, pour vérifier la pertinence de la démarche engagée par le séminaire et dégager des éléments pour la poursuivre le plus efficacement possible.

Cette journée, dont les actes sont disponibles sur le site de l'IRDSU, s'est déroulée autour de la présentation de quelques expériences de terrain, d'interventions de membres du comité de pilotage et de contributions de personnalités extérieures, comme Françoise Tétard, historienne récemment décédée, Hélène Strohl, Inspectrice générale des affaires sociales, et Jacques Salvator, maire d'Aubervilliers.

En conclusion de cette rencontre le constat a été fait qu'en deux ans **on était passé d'un « appel » à une dynamique d'expériences à analyser.**

Toutefois pour que les approches « communautaires » puissent être reconnues et se développer dans les sphères du travail social et du développement

territorial, la journée a fait apparaître **la nécessité d'intervenir à trois niveaux : celui du discours, celui des pratiques et celui du politique :**

Au niveau du discours

- *en s'interrogeant sur les crispations actuelles autour de la question « communautaire » et sur la façon dont on peut réinvestir cette problématique*
- *en acceptant de nommer et de prendre en compte les identités multiples présentes dans les « situations communautaires » actuelles*
- *en affirmant que des groupes « d'entraide » peuvent participer à l'intervention sociale et contribuer au maintien du « vivre ensemble »*

Au niveau des pratiques:

- *en élargissant le champ des références possibles*
- *en réhabilitant le sens et la force de la parole des acteurs de terrain*
- *en travaillant la question du leadership et la capacité à mobiliser des leaders*
- *en réfléchissant aux modalités d'élaboration des décisions*
- *en établissant des articulations entre le social, le communautaire et l'économique ainsi qu'entre le public et le privé*

Au niveau du politique :

- *en promouvant et en développant la « diversité » dans les différentes instances de représentation démocratique*
- *en intégrant la démarche du séminaire dans le cadre d'initiatives proches prises au niveau européen*

En conclusion, la recherche action, pour se poursuivre devait :

- réfléchir au décloisonnement des professions sociales**
- revisiter les diverses formes de lien social observées dans les expériences de terrain**
- analyser la façon dont les professionnels peuvent influencer sur les pratiques locales**
- approfondir les questions de formation en allant au-delà des seules formations initiales**

Le colloque d'Aubervilliers des 28 et 29 janvier 2011

En cohérence avec les conclusions de la journée du 5 décembre 2008, le séminaire de recherche action s'est fortement investi, depuis deux ans, dans **l'analyse des pratiques collectives et communautaires de terrain** et il s'est inséré officiellement dans un réseau européen de réflexion en participant à plusieurs rencontres organisées par l'Union européenne sur ces thématiques.

Plus d'une vingtaine d'expériences de terrain conduites essentiellement en milieu urbain mais aussi, pour certaines, en milieu rural ont été étudiées par les membres du Comité de pilotage sur la base d'une enquête sur place incluant des entretiens approfondis avec acteurs et bénéficiaires. Elles ne se rapportent pas toutes, loin de là, à des interventions auprès de populations « issues de l'immigration ». Ces expériences montrent en effet que l'intervention « communautaire » peut être mise en œuvre avec des « communautés » de toute nature regroupant des personnes liées entre elles par le sentiment d'une commune appartenance ou par des intérêts communs.

Il peut s'agir de communautés préexistantes à l'action, de communautés circonstanciées, ou de communautés à construire ou à reconstruire.

Ce travail d'analyse de quelques expériences significatives devrait contribuer à réhabiliter le concept de « travail social communautaire » qui a été délaissé, à tort, depuis une vingtaine d'années, alors que, dans le même temps, se développait un individualisme destructeur des solidarités traditionnelles. Il devrait concourir à faire admettre que les « particularismes identitaires », lorsqu'ils sont intégrés dans une démarche qui vise à les dépasser, sont des réalités porteuses de solidarité qui ne devraient plus effrayer.

Les actions de type « communautaire », qui n'ont pas vocation à se limiter aux minorités visibles et aux zones sensibles, n'enferment pas les populations dans leurs particularités. Elles peuvent au contraire les aider à dépasser les stigmatisations dont elles peuvent être victimes et à surmonter les frustrations qui en découlent, souvent sources de conflits majeurs. Elles peuvent contribuer ainsi à freiner le développement inquiétant des communautarismes ethniques et religieux qui fragilisent aujourd'hui notre « vivre ensemble » dans les quartiers sensibles.

Le colloque d'Aubervilliers « Faire société autrement », en mettant en débat les travaux réalisés depuis quatre ans par le séminaire de recherche action « Travail social, Développement communautaire, Education populaire et citoyenne », a pour objectif de sensibiliser un plus grand nombre d'acteurs institutionnels à l'intérêt de développer le travail social et le développement communautaires et de mobiliser de nouveaux réseaux en sa faveur.

Après les journées des 28 et 29 janvier la démarche engagée par l'appel du 20 décembre 2006 devra prendre un nouvel élan.

BULLETIN D'INSCRIPTION

Colloque National « FAIRE SOCIÉTÉ AUTREMENT »
Organisé dans le cadre du séminaire « Travail social, développement communautaire, Education Populaire et citoyenne »
Les 28 et 29 janvier 2011 à Aubervilliers

RAISON SOCIALE	:
NOM DU PARTICIPANT	:
FONCTION	:
Adresse	:
Code postal	Ville.....
Tél	Fax :
Courriel	:@.....

Pour participer aux ateliers du samedi matin, merci d'indiquer par les chiffres 1 et 2 l'ordre de vos préférences.

- Travail social
- Education
- Education populaire et citoyenne
- Economie sociale et solidaire
- Santé communautaire
- Formation
- International

La répartition des ateliers du vendredi après-midi se fera de manière à favoriser la transversalité des champs d'intervention.

Frais d'inscription : 80€ par personne

Les frais d'inscription sont forfaitaires. Ils comprennent la participation aux deux journées, l'accueil café, les repas. Aucun montant ne pourra être remboursé.

Mode paiement :

Chèque à l'ordre du CNLAPS : N°.....

Virement au CNLAPS :

code établissement 17515 code guichet 90000 compte n° 08061665855 clé RIB 20

N°SIRET : 309 825 370 00054

Code APE : 9499Z

Pour des raisons d'organisation, les inscriptions seront prises en compte si elles sont accompagnées du paiement au 15 janvier (ou mandat engagé).

Fait à :le.....

Signature :

A renvoyer au CNLAPS, 21 rue Lagille 75018 Paris